

**Convention collective nationale**

IDCC : 2754. – **MAGASINS PRESTATAIRES DE SERVICES DE CUISINE  
À USAGE DOMESTIQUE**

**AVENANT N° 1 DU 17 JUILLET 2008**

RELATIF À LA DURÉE DU TRAVAIL

NOR : *ASET0851005M*

IDCC : 2754

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent avenant détermine certaines dispositions particulières applicables aux salariés des entreprises comprises dans le champ d'application territorial et professionnel de la convention collective nationale des magasins prestataires de services de cuisine à usage domestique en matière de temps de travail.

Cet avenant complète les dispositions générales de ladite convention collective.

**Article 2**

*Portée du présent avenant*

L'ensemble des dispositions contenues dans le présent avenant est d'une portée nationale et impérative. Il ne peut être dérogé au présent avenant, pour tout ou en partie, que dans un sens plus favorable aux salariés.

**Article 3**

*Objet*

Le présent avenant a pour objet d'instituer un système de rémunération au forfait pour le personnel des entreprises comprises dans le champ d'application territorial et professionnel de la convention collective nationale des magasins prestataires de services de cuisine à usage domestique.

#### **Article 4**

##### *Rémunération au forfait*

La conclusion et les conditions de mise en place de l'un quelconque des forfaits ci-après définis doivent obligatoirement être expressément mentionnées dans le contrat de travail initial ou faire l'objet d'un avenant au contrat de travail préexistant, signé par les deux parties.

CARACTÉRISTIQUE	SALARIES VISÉS	DURÉE DU TRAVAIL	RÉMUNÉRATION
Forfait mensuel en heures.	Salariés non cadres itinérants classés au moins au niveau III, et salariés cadres (niveau VI et suivants), à condition qu'ils aient donné leur accord par écrit (convention de forfait).	Maximum de 173 heures par mois, 10 heures par jour, 48 heures par semaine et 44 heures en moyenne sur 12 semaines consécutives. Minimum de 11 heures de repos entre 2 journées de travail consécutives.	La rémunération mensuelle forfaitaire (salaire fixe plus commissions) ne peut être inférieure au salaire minimum conventionnel, auquel s'ajoutent les heures supplémentaires forfaitisées et majorées légalement, le tout majoré de 10 % (exemple : pour un forfait de 169 heures, niveau III, échelon 1, période de référence mai 2008 : salaire minimal conventionnel de 1 600 € pour 151,67 heures. La rémunération minimale pour un forfait de 169 heures est de 2 011 € qui se décompose comme suit : $(1600/151,67 = 10,55 \text{ € de l'heure})$ , $[(151,67 \times 10,55 \text{ €}) + (10,55 \text{ €} \times 1,25 \times 17,33 \text{ heures})] \times 1,1 = 2 011,39 \text{ €}$ ).

CARACTÉRISTIQUE	SALAIRES VISÉS	DURÉE DU TRAVAIL	RÉMUNÉRATION
Forfait annuel en jours.	Cadres autonomes dont la durée du temps de travail ne peut être pré-déterminée et disposant d'une liberté reconnue dans l'organisation de leur emploi du temps pour l'exercice des responsabilités qui leur sont confiées et à condition qu'ils aient individuellement donné leur accord par écrit (convention de forfait).	Nombre de jours travaillés limités à 216 (journée de solidarité incluse) pour une année complète de travail. Dans le respect des limites suivantes : maximum de 10 heures de travail par jour, au moins 24 heures consécutives de repos hebdomadaire, auquel s'ajoute le repos quotidien de 11 heures consécutives entre 2 journées de travail consécutives.	Rémunération mensuelle (salaire fixe plus commissions) au minimum égale à 20 % du salaire mensuel conventionnel (exemple : pour un salarié niveau VIII : salaire minimal conventionnel de 4 100 €. La rémunération du salarié au forfait jours est au minimum de 4 920 € (4 100 x 1,2). La valeur d'une journée de travail est calculée en divisant le salaire mensuel par 22 (nombre de jours travaillés).
Forfait sans référence horaire.	Cadres dirigeants auxquels sont confiées des responsabilités dont l'importance implique une grande indépendance dans l'organisation de leur emploi du temps, qui sont habilités à prendre des décisions de façon largement autonome. Il s'agit des cadres classés au moins au niveau X.	Ils sont exclus des dispositions légales et réglementaires concernant la durée du travail. Ils bénéficient en revanche des dispositions concernant les congés, l'hygiène et la sécurité et la médecine du travail.	Rémunération hors grille et se situant dans les niveaux les plus élevés des systèmes de rémunération pratiqués dans l'entreprise.

## **Article 5**

### *Durée. – Dénonciation. – Révision*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée à dater de son entrée en vigueur.

Il peut être dénoncé par l'une quelconque des parties sous réserve de respecter un préavis de 6 mois. Cette dénonciation devra être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception et adressée à toutes les organisations syndicales signataires.

Le présent avenant est révisable à tout moment suite à la demande de l'une quelconque des parties signataires et par accord entre elles.

## **Article 6**

### *Dépôt*

Le présent avenant sera déposé à la direction générale des relations du travail.

Fait à Paris, le 17 juillet 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

Syndicat national des équipements de la cuisine (SNEC).

#### **Syndicats de salariés :**

CGT ;

CSFV-CFTC ;

CFE-CGC.